



Annexion de la Crimée par la Russie: Les États-Unis et l'UE préparent des provocations militaires

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 20 mars 2014

wsws.org

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Analyses: [Ukraine](#)

Le gouvernement Obama se sert de l'annexion par Moscou de la Crimée dans la fédération russe pour intensifier sa campagne de menaces et de sanctions. À cette fin, les États-Unis préparent leur régime fantoche en Ukraine et leurs alliés dans la région à mener une série de provocations militaires.

Après un discours mardi devant l'Assemblée fédérale russe, le président Vladimir Poutine a signé un traité annexant la Crimée.

Le vice-président américain Joseph Biden a réagi en accusant la Russie d'avoir «violé de manière flagrante le droit international» et fait une «incursion militaire éhontée». Il a formulé une menace en indiquant que les États-Unis envisageaient de déployer des troupes au sol dans les États baltes pour de nouveaux exercices militaires.

Quelques heures plus tard, le premier ministre ukrainien Arseniy Yatsenyuk a dit à son ministère de la Défense que le conflit en Crimée était entré dans une phase militaire. Yatsenyuk a accusé les forces russes d'avoir tué un soldat ukrainien dans une base près de la capitale régionale de la Crimée, Simferopol, qualifiant cet incident de «crime de guerre». L'Ukraine a ensuite autorisé ses troupes à tirer par «autodéfense».

Les provocations pour légitimer la guerre n'ont pas seulement lieu en Crimée. Elles pourraient être déclenchées dans tout l'est de l'Ukraine.

Mardi, les forces armées ukrainiennes étaient très occupées à déplacer des chars d'assaut et à creuser des tranchées dans le bassin du Donbass. Les douanes ukrainiennes ont indiqué que les troupes russes menaçaient les régions de Kharkiv, Donetsk et Luhansk. Le Donetsk, où les résidents russophones demandent un référendum comme en Crimée, a été placé sous le contrôle de l'oligarque Sergei Taruta. Il a menacé de procéder à des arrestations et de réprimer les manifestations, déclarant que «nous en avons fini avec la manière douce; nous allons maintenant nous défendre».

Le gouvernement ukrainien a alloué plus de 600 millions de dollars pour renforcer les défenses militaires et a partiellement mobilisé les forces armées. Il a refusé lundi de retirer ses troupes de Crimée, en dépit du traité de paix du 16 mars signé avec la Russie et qui est en vigueur jusqu'au 21 mars. Le ministre de la Justice Pavlo Petrenko a déclaré que «la question la plus importante est de restaurer la puissance militaire de l'Ukraine [...] Notre armée devrait être prête au combat.»

Poutine a tempéré son discours sur l'annexion de la Crimée qui dénonçait la responsabilité des États-Unis et de leurs alliés dans la création de cette crise en Ukraine en offrant un compromis.

Les manifestations de la place Maïdan à Kiev, a-t-il dit, ont été utilisées par «des nationalistes, des néo-nazis, des russophobes et des antisémites» qui ont «exécuté ce coup d'État» avec le soutien «de bailleurs de fonds de l'étranger». Il a accusé l'Occident de tenir un double langage en raison de l'intervention au Kosovo en 1999 en soutien de la séparation unilatérale de cette province de la Serbie.

En Ukraine, a-t-il dit, l'Occident s'est comporté «de manière irresponsable» en encourageant les manifestations qui ont fait tomber le président Ianoukovitch jusqu'à ce que la Russie «ne puisse plus reculer». Il a déclaré que la «Russie a des intérêts nationaux qui doivent être respectés». Elle était confrontée au risque que Sébastopol, où est basée la flotte russe de la mer Noire, soit utilisée par l'OTAN, ce qui aurait menacé le sud de la Russie.

Il a conclu, cependant, avec une promesse de ne pas «diviser l'Ukraine» ni de porter atteinte aux sentiments nationaux ukrainiens, impliquant qu'il n'y aurait pas de nouvelle intervention militaire russe. Il a ensuite signé un traité acceptant la «République de Crimée» et la ville de Sébastopol comme faisant partie de la Fédération de Russie.

L'offre d'un compromis par Poutine, essentiellement la promesse de ne pas aller plus loin, a été rejetée immédiatement par Washington, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France. La chancelière allemande Angela Merkel a condamné l'annexion de la Crimée en disant que cela allait «à l'encontre du droit international». Le président français François Hollande a quant à lui déclaré que «le prochain Conseil européen les 20 et 21 mars prochains doit fournir l'occasion d'une réponse européenne forte et coordonnée à la nouvelle étape qui vient d'être franchie». Le premier ministre britannique David Cameron a dit que «des mesures supplémentaires» devraient être prises contre ce que le ministre des Affaires étrangères William Hague a qualifié de «prise de territoire».

Une réunion de crise du G-7 et de l'Union européenne a été convoquée pour la semaine prochaine à La Haye, suite à une requête du président américain Barack Obama.

Les États-Unis, ainsi que l'Union européenne, menacent d'une escalade des sanctions (qui se limitent pour le moment à des politiciens proches de Poutine) pour s'en prendre aux entreprises et au commerce. Hier, les États-Unis ont à nouveau concentré leur énergie sur la construction d'une alliance militaire régionale contre la Russie.

Les États-Unis et l'UE fournissent tout le financement et les équipements de l'armée ukrainienne, qui est maintenant réorganisée autour d'une nouvelle «garde nationale» de 60.000 hommes sous la direction des politiciens fascistes Andriy Parubiy et Dmytro Yarosh et qui incorpore des milices de Secteur droit et *Svoboda*.

Lundi, après une réunion avec le ministre ukrainien des Affaires étrangères Andriy Deshchytsia, le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a promis un partenariat qui «comprend le développement de liens avec l'armée ukrainienne ainsi que l'augmentation du nombre d'entraînements conjoints». Il a ajouté, «de plus, l'OTAN impliquera plus activement l'Ukraine dans ses projets multinationaux en ce qui concerne le développement du potentiel militaire».

Les États-Unis accorde un rôle clé à la Pologne dans leurs plans. Biden a rencontré le premier ministre Donald Tusk et le président Bronislaw Komorowski à Varsovie.

Dans *Forbes*, Loren Thompson a noté l'importance géostratégique essentielle de la Pologne, membre de l'OTAN depuis 2004 avec une population de 38 millions d'habitants qui «partage des frontières avec trois anciennes républiques soviétiques et l'enclave russe de Kaliningrad sur la mer Baltique».

Il a écrit que la Pologne prévoyait maintenant reprendre le déploiement du Bouclier polonais, un système de défense antimissiles qu'Obama avait abandonné en 2009 en raison de l'opposition russe. Coûtant au moins 43 milliards de dollars, il opérera de concert avec les «défenses terrestres et maritimes que les États-Unis déploient dans la région».

Le projet consiste à acheter un système de défense aérienne de moyenne portée, le MEADS, aux États-Unis. Thompson a noté qu'en fin de semaine dernière, le gouvernement Obama «a donné au principal contractant, Lockheed Martin, la permission de faire une offre» pour le MEADS à Varsovie.

La Pologne a annoncé des projets de former une brigade militaire multinationale avec les États du Caucase, de l'Ukraine et de la Lituanie. Cette proposition avait été faite pour la première fois en 2009, mais les ministres de la Défense se rencontreront cette semaine pour former une brigade qui selon le *Daily Telegraph* «étendrait les frontières est de l'OTAN et ramènerait les forces armées de l'Ukraine encore plus dans le giron de l'Occident». La semaine dernière, le vice-ministre ukrainien de la Défense s'est rendu au quartier général de l'OTAN pour discuter de cette opération.

Biden a également rencontré la présidente de la Lituanie Dalia Grybauskaitė, le président letton Andris Berzins et le président estonien Toomas Hendrik Ilves. La Lettonie et l'Estonie partagent leur frontière avec la Russie. Les trois ont une importante population russe. Les Russes de Lettonie, qui constituent un tiers de la population, sont considérés comme des «non citoyens» et ne peuvent pas voter. Cette semaine, 1500 Lettons qui s'étaient battus dans la Waffen SS de l'Allemagne nazie ont organisé leur parade annuelle dans Riga.

Le gouvernement islamiste turc de Recep Tayyip Erdogan a fait ses déclarations les plus belliqueuses contre la Russie jusqu'à maintenant, prévenant qu'il fermera le Bosphore aux navires russes s'il y a la moindre violence contre les Tatars de Crimée. Erdogan a également dit que la Turquie ne reconnaîtra pas le référendum en Crimée.

Chris Marsden

Article original, WSWS, paru le 19 mars 2014

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Chris Marsden](http://wsws.org), wsws.org, 2014

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca